

DREAL Bretagne
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 09/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

KERVAL Centre Armor

69 Rue Chaptal
CS 70556
22000 Saint-Brieuc

Références : 2023/DREAL/SPPR/PA
Code AIOT : 0005500224

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement KERVAL Centre Armor implanté UVE - Les Landes Lambert Planguenoual 22400 Lamballe-Armor. L'inspection a été annoncée le 16/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KERVAL Centre Armor
- UVE - Les Landes Lambert Planguenoual 22400 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0005500224
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitant, le syndicat de valorisation des déchets Kerval Centre Armor, est autorisé depuis 1991 à exploiter l'Unité de valorisation énergétique (UVE) située dans la commune de Lamballe-Armor.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- inspection sur les risques ESP (équipement sous pression)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article article 6.III	/	Sans objet
2	Suivi de la périodicité des contrôles	Code de l'environnement du 24/08/2022, article article L.557-28	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis les documents demandés par l'inspection, ainsi toutes les non conformités ont été levées

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article article 6.III
Thème(s) : Autre, Risques accidentels, liste des appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : La liste présentée présente l'ensemble des éléments demandés par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi de la périodicité des contrôles

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/08/2022, article article L.557-28
Thème(s) : Autre, Risques accidentels, ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En raison de leurs risques spécifiques et de leurs conditions d'utilisation, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens. Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes : 1° La déclaration de mise en service ; 2° Le contrôle de mise en service ; 3° L'inspection périodique ; 4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ; 5° Le contrôle après réparation ou modification. Certaines de ces opérations sont réalisées par des organismes mentionnés à l'article L.557-31.
Constats : L'inspection a mis en évidence les constats suivants : <ul style="list-style-type: none">- 21 équipements sous pression sont recensés par l'exploitant (vapeur et air comprimé)- par sondage 3 équipements ont été vérifiés de leur contrôle (2 cuves d'air comprimé + chaudière)- Un seul équipement sous pression n'est pas à jour de ses contrôles réglementaires : La chaudière et ses organes associés. Cet équipement n'est pas à jour de sa requalification périodique qui aurait dû avoir lieu en octobre 2022 et est donc en situation de non-conformité. L'exploitant a fait part à l'inspection de son désir de reporter la requalification au 3 février 2023. <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le 24/02/2023 l'attestation de requalification périodique concernant l'équipement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

